

Rapport sur l'activité de la Commission valaisanne pour la Protection de la Nature en 1935

En 1935, notre Commission a tenu deux séances en avril et octobre. Nous nous sommes surtout attachés à exercer une action sur la jeunesse des écoles primaires. Les instituteurs de chaque district se réunissent annuellement pour une séance de travail sous la présidence de leur inspecteur. Un travail écrit dont le sujet est fixé par le Département de l'Instruction publique doit être présenté par chaque instituteur. Sur notre demande, le sujet portait, en 1935, sur la protection de la nature en Valais. Tous les aspects les plus divers de ce vaste problème ont été abordés par le personnel enseignant avec beaucoup d'intérêt. Deux membres de notre Commission, M. Eugster pour le Haut-Valais et M. I. Mariétan pour la partie romande, ont assisté à la plupart de ces séances et ont donné une conférence sur le sujet traité. Un bon nombre d'instituteurs se sont inscrits comme membres de la Ligue suisse pour la Protection de la Nature.

Pour donner une suite plus efficace à ces travaux nous avons préparé une série de petites leçons sur des questions de protection qui ont été publiées dans la revue « L'Ecole primaire ». Sur la demande du Département, chaque membre du personnel enseignant devait donner en classe la leçon indiquée. M. Eugster a bien voulu traduire et adapter ces leçons pour les écoles du Haut-Valais. Voici les sujets traités :

Nourrissage des oiseaux pendant l'hiver.

Sur la protection des animaux.

Utilité des oiseaux.

Réserves et districts francs en Valais.

Leçon sur la protection des reptiles.

Les herbes sèches et le feu.

Leçon sur la protection de la flore.

Leçon sur la protection des poissons.

Nous nous proposons de continuer la publication de ces leçons et nous envisageons la possibilité de les réunir en un petit volume qui servirait de guide pour l'enseignement de la protection de la nature dans les écoles primaires.

Nous avons cherché à exercer une influence sur les organes de surveillance. Dans ce but le président de la Commission a assisté à une réunion

des gardes-chasse et des inspecteurs forestiers. Par une conférence donnée à cette occasion et lors des discussions il s'est efforcé de faire mieux connaître les espèces animales aux gardes et aux forestiers, de corriger leur mentalité au sujet des animaux utiles et nuisibles, d'orienter leur travail vers une meilleure observation des animaux. A la suite de cette séance nous avons obtenu la suppression des primes pour les œufs d'oiseaux considérés comme nuisibles. Ces primes donnaient lieu à des abus dans la détermination des œufs par les gendarmes et répandaient l'habitude du dénichage parmi les enfants.

Nous avons voué une attention toute particulière à la réserve d'Aletsch et au nouveau district franc Aletsch-Bietschhorn. Nous avons représenté la Commission à une séance à Brigue en avril 1935, séance destinée à établir le mode de surveillance et l'extension du district franc au Lötschental. Une autre séance en février 1935 fut consacrée à l'étude des possibilités de transformer ce district franc, créé par la Ligue, en district franc fédéral.

Des études scientifiques ont été entreprises à la réserve d'Aletsch, notre Commission les encourage vivement, persuadée que c'est la meilleure manière d'asseoir la protection de la nature sur des bases solides et d'éviter les exagérations du sentimentalisme. M. Ch. Meylan a étudié les Mousses, M. Ed. Frey les Lichens, M. A. Berz les Protozoaires du sol, M. I. Mariétan a réuni des observations sur la Géologie, la Morphologie, les Vertébrés et la flore phanérogame de la réserve et de ses environs.

Nous avons assisté à la réunion des commissions cantonales romandes à Pont de Nant le 7 juillet. Deux communications y furent présentées, l'une par M. le Dr Revillod, de Genève : Les Commissions cantonales, leur passé, leur avenir. l'autre par M. I. Mariétan : La protection de la nature en Valais.

Nous avons également représenté notre Commission à l'assemblée générale de la Ligue au Grimsel, à l'inauguration de la réserve et à la séance des délégués des cantons les 14-16 septembre, où nous avons eu l'occasion d'exposer la question de la protection de la nature alpine.

A la demande du Département de l'Instruction publique nous avons donné une conférence radioscolaire sur la réserve d'Aletsch et la protection de la nature.

Notre Commission a élaboré un nouvel arrêté concernant la protection des plantes sauvages : il a été accepté par le Conseil d'Etat et il est entré en vigueur le 3 avril 1936. Nous espérons qu'il sera mis en pratique et qu'il contribuera efficacement à conserver notre flore.

Sion, le 14 avril 1936.

*Commission valaisanne pour la protection
de la Nature.*

Le Président : I. MARIETAN.

Arrêté concernant la protection des plantes sauvages

Article premier. — Il est interdit de mettre en vente, d'offrir ou d'acquies, ainsi que de cueillir en grande quantité, d'enlever avec leurs racines les plantes sauvages en général, et notamment les espèces suivantes :

Eryngium alpinum	Chardon bleu	Alpen-Mannstreu
Cypripedium Calceolus	Sabot de Vénus	Frauschuh
Nymphaea alba	Nénuphar	Weisse Seerose
Ophrys	Ophrys toutes espèces	Alle Ophrysarten
Aquilegia alpina	Ancolie des alpes	Alpenakalei
Lilium croceum	Lis bulbifère	Feuerlilie
Opuntia vulgaris	Figue d'Inde	Gemeiner Feigenkaktus
Ruscus aculeatus	Fragon piquant	Stechender Mäusedorn
Ficus Carica	Figuier	Feigenbaum
Amygdalus communis	Amandier	Mandelbaum
Adonis vernalis	Adonis du printemps	Frühlingsteufelsauge
Cyclamen europaeum	Cyclamen d'Europe	Zyklamen
Leontopodium alpinum	Edelweiss	Edelweiss
Artemisia Genipi	Genepi	Walliser Edelraute
Lychnis Flos Jovis	Lychnis, fleur Jupiter	Jupiters Lichtnelke
Primula Auricula	Primevère auricule	Felsaurikel, Fluhblümlein
Lilium Martagon	Lys Martagon	Türkenbund
Saxifraga Cotyledon	Saxifrage Cotyledon	Keimblatt Steinbrech
Nigritella angustifolia	Orchis vanillé	Männertreu
Ephedra helvetica	Ephedra	Meerträubchen
Rhus Cotinus	Perruquier	Perückenstrauch

Dans cette interdiction sont également compris les chatons de Saules et les cônes d'Aroles.

La présente interdiction ne se rapporte pas aux espèces très communes.

Par cueillir en grande quantité, l'on entend, dans la règle, une quantité qui dépasse une dizaine de plantes.

Article 2. — Les interdictions statuées à l'article 1 s'appliquent également aux plantes sauvages des espèces visées qui sont importées d'autres cantons.

Article 3. — Le Département forestier peut accorder des exceptions :

- a) Pour récolter des plantes protégées dans un but scientifique.
- b) Pour récolter des plantes à des fins industrielles ou commerciales, notamment des gentianes et d'autres espèces médicinales.

Les permis seront restreints quant à la quantité et aux lieux de cueillette, de façon à assurer la conservation de l'espèce.

- c) Pour importer et utiliser en Valais des plantes protégées dans les autres cantons.

Le permis peut être retiré par le Département forestier quand les conditions fixées ne sont pas observées.

Les plantes cultivées peuvent être vendues librement.

Pour les plantes sauvages importées d'autres cantons, un certificat d'origine devra être produit aux organes de contrôle.

Article 4. — Le Conseil d'Etat peut mettre à ban des régions déterminées et y interdire toute cueillette de plantes, soit en général, soit quant à certaines espèces seulement.

L'Etat encourage la création et l'entretien de réserve dans les régions où la végétation est importante au point de vue scientifique.

Des arbres spécialement beaux ou intéressants, des plantes rares et des types caractéristiques de végétation, dont la conservation est en danger, sont à protéger comme monuments de la nature, selon article 702 du C. C. et art. 154-155 de la loi valaisanne d'application.

Article 5. — Le présent arrêté ne touche en rien à l'amélioration et à l'exploitation des fonds ruraux et forestiers. Cependant les autorités (Département des Travaux publics, Bureau du génie rural), appelés à subventionner une entreprise d'amélioration foncière de quelque importance doivent, lors de la préparation du projet, aviser le Département forestier.

Article 6. — Les agents de la police de l'Etat et des communes, le personnel forestier, les gardes-chasse et les gardes-champêtres, ainsi que les guides de montagne sont tenus de dénoncer d'office au Département forestier les infractions au présent arrêté.

De plus, le Département forestier pourra conférer à des personnes qualifiées (membres de sociétés de protection de la nature, de groupements alpins, etc.), les compétences des organes cantonaux de police et leur délivrer une carte de légitimation.

Le Département forestier prendra, de concert avec les autres départements intéressés, les mesures qu'exige la protection de la nature (enseignement approprié dans les écoles, cours de guides et cours d'instruction des organes de police, contrôle des marchés, publications, pose d'écriteaux d'interdiction aux bords des routes de montagne particulièrement fréquentées, établissement de tableaux de plantes protégées, constitution d'un fonds pour la protection de la nature, etc.).

Article 7. — Sans préjudice à la réparation du dommage causé, les contraventions au présent arrêté sont passibles d'une amende allant à 200 fr. au maximum, transformable en emprisonnement en cas de non paiement. Les peines sont prononcées par le Département forestier, sous réserve de recours au Conseil d'Etat, dans les 20 jours.

Les plantes illicitement acquises ou mises en vente seront confisquées.

Si le délinquant est mineur, sont réputées responsables, les personnes qui n'auraient pas exercé avec le soin nécessaire la surveillance leur incombant.

Article 8. — Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur et sera inséré au Bulletin Officiel, publié et affiché dans toutes les communes du canton ainsi que dans les gares, les bureaux de poste, les hôtels, les cabanes du Club alpin suisse et les établissements publics des stations alpêtres.

Il abroge celui du 2 mars 1920.

Donné en Conseil d'Etat, à Sion, le 3 avril 1936.

Le président du Conseil d'Etat :
(sig.) Dr R. LORETAN

Le Chancelier d'Etat :
(sig.) R. de PREUX

BIBLIOGRAPHIE

REVUE : « *Photographie und Forschung* ». — Nous recevons cette revue pour notre bibliothèque où elle est à la disposition de nos collègues.

Elle traite de la *recherche scientifique et la photographie* ; son but est de publier les méthodes employées dans la technique photographique appliquée à la recherche dans tous les domaines de la science.